



Journal Homepage: [-www.journalijar.com](http://www.journalijar.com)

INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI:10.21474/IJAR01/21786
DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/21786>



RESEARCH ARTICLE

RELIGION ET DEVELOPPEMENT INCLUSIF EN AFRIQUE :LA MEDIATION PAR L'EDUCATION

Batama Kodjo¹ and Alosse Dotse Charles-Gregoire²

1. Doctorant en Philosophie de l'Éducation Université de Kara.
2. Professeur Titulaire en Philosophie Politique Université de Kara.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 13 July 2025

Final Accepted: 15 August 2025

Published: September 2025

Key words:-

Inclusive development, education, social equality, religion, sacred

Abstract

As an institution that connects humans to the sacred, religion is a means of social cohesion. In doing so, it is expected to promote social inclusion through socio-economic development. In this regard, the concept of inclusive development in general, and particularly in Africa, cannot be reduced to a purely theological character or overlook the educational dimension. The central issue in this article is the role of education in promoting social equality through religion for the development of Africa. The hypothesis is that to achieve equality and inclusive socio-economic development in Africa, it is necessary to anchor religion with education. The objective of this research is to show that education is the catalytic element between religion and harmonious socio-economic development in Africa. The perspectives highlight the need for integrating education into religion for social equality and development in Africa, as well as a redefinition of the relationships between African societies and the sacred.

"© 2025 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

Introduction:-

L'homme est un être religieux parce qu'il est rationnel. En d'autres termes, dans le déploiement de sa raison pour saisir ou appréhender l'univers, il lui arrive de se demander l'origine, le sens et le dessein de celui-ci. Les diverses réponses apportées à ces préoccupations justifient pour une bonne part la naissance de la religion. On entend par religion la somme des rapports de l'homme au sacré ; un sacré pris dans toutes ses acceptions. L'expansion des religions dans le monde et particulièrement en Afrique depuis un demi-siècle apparaît comme un fait naturel et donc normal. Naturel, parce qu'à la religion traditionnelle héritée des ancêtres et transmise de générations en générations, se sont ajoutées celle(s) contenue(s) dans le projet impérialiste.

Dans la théorie des 3C (coloniser, christianiser et civiliser) qui a traduit l'impérialisme occidental en Afrique, la christianisation occupait une place importante. Et, quand on sait que depuis la Révolution de Martin Luther, le christianisme s'est fissuré, on comprend la multiplicité des confessions religieuses issues du christianisme. Le phénomène religieux tel qu'observé en Afrique serait aussi normal puisqu'aucune confession religieuse ne fait l'unanimité nonobstant le fait que chacune revendique le monopole de la vérité. Ce qui passe aujourd'hui pour un phénomène naturel et normal rappelle, à bien des égards, l'influence sociale, politique et même scientifique

Corresponding Author:-Batama Kodjo

Address:-Doctorant en Philosophie de l'Éducation Université de Kara.

qu'avaient les autorités religieuses au Moyen-âge sur les sociétés d'antan. Il fallut des révolutions pour libérer la raison du diktat de la religion. À cette époque, la religion était au cœur de la vie sociale et impactait la vie des hommes.

Quand vint le XVIII^e siècle avec la Révolution des Lumières, tout devint relatif et questionnable à l'infini. Malgré la synthèse réalisée par Plotin dans l'Antiquité (entre Epicure et Lucrèce d'un côté et Epictète et Marc Aurèle de l'autre) et Pascal dans la Modernité à propos du sacré, la pratique religieuse, mieux, les ramifications issues des religions révélées se multiplient de façon exponentielle et suscitent encore des interrogations. En effet, chaque religion entretient à sa manière le rêve primitif d'une vie paradisiaque dans une société où tout s'obtiendrait par la prière aussi bien en vue du bonheur individuel que pour le développement des sociétés. Ce stéréotype se transmet par une forme d'éducation doctrinante et cristallise le rapport de l'individu en quête de reconnaissance sociale au reste des membres d'une société qui aspire au développement.

Il se pose alors le problème de la place de l'éducation dans l'instauration de l'égalité sociale à partir de la religion en vue du développement de l'Afrique. L'analyse de ce problème donne à cette recherche sa raison d'être et suscite cette question fondamentale : comment la religion peut-elle concrètement favoriser le développement et l'égalité sociale en Afrique ? Cette question centrale interroge les conditions de possibilité d'un lien entre la religion qui concerne l'homme dans ses rapports avec le divin et le développement qui se réfère au sujet dans ses interactions avec son milieu et les autres dans une société qui se veut égalitaire. De cette question fondamentale, il en découle trois autres questions spécifiques. Comment se présente le phénomène religieux en Afrique ? Qu'est-ce qui empêche la religion de contribuer efficacement au développement et à l'égalité sociale en l'Afrique ? Que faire concrètement pour que, de la religion, on puisse accéder au développement inclusif en Afrique ?

L'hypothèse soutenue est que, pour réaliser l'égalité et le développement socio-économique inclusif en Afrique, il faut arrimer la religion avec l'éducation. De cette hypothèse principale, il se déduit trois autres spécifiques. La première est qu'il existe un foisonnement de religions en Afrique. La deuxième est que l'échec de la religion dans sa contribution au développement et à l'égalité sociale réside dans l'absence de l'éducation à laquelle elle devrait recourir. La troisième est que, pour réaliser le développement et l'égalité sociale en Afrique, la religion doit intégrer l'éducation dans sa pratique.

L'objectif de cette recherche est de montrer que l'éducation est l'élément déclencheur et médiateur entre la religion et le développement inclusif en Afrique. Il se décline en trois autres. Le premier vise à faire l'état des lieux du phénomène religieux en Afrique. Le deuxième, relève ce qui entrave la contribution de la religion au développement inclusif en Afrique. Le troisième montre le rôle de l'éducation dans le passage de la religion au développement harmonieux en Afrique. Pour y arriver, trois grands axes orientent la présente réflexion. Le premier présente l'état des lieux du phénomène religieux en Afrique. Le deuxième, traite des obstacles au développement et à l'égalité sociale en Afrique à partir de la religion. Enfin, le troisième propose l'éducation comme un moyen pour surmonter ces obstacles en vue de parvenir au développement inclusif en Afrique à partir de la religion.

Religion et quête de sens en Afrique :-

Une observation minutieuse de la société et des pratiques humaines permet de se rendre à l'évidence que la pratique religieuse prend des proportions inquiétantes en Afrique. Quelles peuvent être les schèmes mentaux qui entourent le phénomène religieux en Afrique ? La plupart des États africains sont des républiques ayant la laïcité pour valeur et la liberté de culte pour acquis. Cette laïcisation de la vie publique a donné lieu à une diversification de la pratique religieuse et à l'exercice du droit de culte. Désormais, l'individu n'est plus à la périphérie en tension vers le centre qui est le sacré. Les places ont été inversées. C'est plutôt l'individu qui est au centre et qui, en quête de bonheur, de félicité ou de salut, prend la direction qui lui paraît la meilleure pour approcher le sacré ; pour s'adresser à Dieu. Les rapports changent du coup puisque Dieu périphérique se trouverait partout et nulle part en même temps.

Plotin (1967, p.66) écrivait justement à propos de l'Être Suprême qu'il désignait par l'Un qu'« il n'a point de nom parce que rien ne se dit de lui comme d'un sujet ». On ne saurait donc nommer cet Être Suprême même s'il est bien possible de parler de lui. Ceci ouvre la voie à tout type d'interprétation, de conceptions qui finissent par devenir des convictions. Ces appréhensions et représentations du divin s'excluent et se diffament quand elles ne se combattent pas. Il s'agit là de contradictions que Plotin a entrepris de résoudre lorsqu'il refusait de désigner l'Être Suprême par autre chose que par l'Un. Pour lui, l'Un n'est pas multiplicité mais unité. Une unité qui est en même temps une absoluité. Dieu est un principe absolu et ineffable, source de toute réalité et de toute existence. Il écrit « en dehors de

l'intelligence et autour d'elle circule l'âme ; elle regarde en l'Intelligence et, en la contemplant jusque dans son intimité, elle voit par elle le Dieu suprême » (Plotin, 1924, p. 116).

En fait, la religion représente tout cela à la fois. K. Marx (1975, p. 197) écrit à ce propos : « La détresse religieuse est pour une bonne part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu ». Il conclut ce paragraphe en ces termes : « Elle est l'opium du peuple ». La religion se nourrit donc des conditions sociales défavorables. La corrélation n'est à ce titre pas difficile à établir entre le sous-développement du continent africain et l'essor des religions puisque celui-ci se nourrit de celui-là. Dans une telle perspective, il est antinomique de parler de religion et développement puisque, ces réalités s'excluent mutuellement. On serait plus conséquent en parlant de religion et sous-développement en ce sens où réciproquement, l'un favorise l'autre.

Riche d'une diversité religieuse qui englobe les religions traditionnelles, le christianisme et l'islam, l'Afrique est une terre si fertile que chaque grand ensemble a engendré une multitude d'autres formes de croyances et de pratiques qui ont fini par générer le fanatisme et l'extrémisme religieux. Il y a là un paradoxe que dans la pratique du culte au Bien suprême qui est Un, il en vient à découler une pluralité de systèmes religieux qui s'excluent réciproquement ouvrant ainsi un boulevard aux dérives et vices. Le spirituel est sacrifié au profit du charnel puisque c'est « la matière qui est pour l'âme cause de faiblesse et de vice ; c'est elle d'abord qui est mauvaise et qui est le premier mal ; à cause de la matière, l'âme qui l'a subie devient génératrice du devenir ; en communion avec la matière, elle devient mauvaise » (Plotin, 1924, p. 129).

Dans ce foisonnement de religions, certains prêches radicaux encouragent l'intolérance religieuse et les conflits intercommunautaires. Des soi-disant prophètes embrayent sur la soif de connexion des individus à l'Un, leur source pour installer un réel système d'exploitation et d'escroquerie sur fond de promesses de miracle. Même si les leaders religieux, se fondent et se confondent avec leurs fidèles dans le culte à Dieu, ils finissent par appartenir à des classes sociales différentes du fait de la paupérisation ou de la stagnation des uns et de l'accumulation des autres. La crédulité des populations favorise l'expansion des mouvements religieux charismatiques.

Dans une autre perspective, la dimension métaphysique de l'homme le prédispose à des interrogations du type : qui suis-je ? Pourquoi suis-je celui que je suis ? Comment réaliser mon dessein ? Ces questions et plusieurs autres encore plongent tout l'être en quête de sens dans une incertitude emprunte d'angoisse prédisposant l'individu à se fier à tout discours qui prétend avoir des réponses certaines. Pour cela, K. Marx (1975, p. 197), voit dans la religion « le sentiment de soi qu'a l'homme qui ne s'est pas encore trouvé lui-même, ou bien s'est déjà reperdu ». Si dès lors la religion est en quête de sens en Afrique, cette quête favorise-t-elle ou handicape-t-elle la "Polis" ?

La religion, en mettant en rapport l'individu et le sacré, s'invite dans l'espace public. Le spirituel ne relèverait plus de la sphère exclusivement individuelle mais transparait sur la scène sociale. Occulter l'aspect social du fait religieux c'est feindre de savoir que la société est composée d'individus. De façon nécessaire, ceux-ci constituent un ensemble dans lequel il règne une solidarité objective, physique, mécanique. Ils sont dans une sorte de « solidarité ». A. Comte (1970, p. 181) ne disait-il pas qu'« une société n'est pas plus décomposable en individus qu'une surface géométrique ne l'est en ligne ou une ligne en point » ?

Le monde humain, celui de l'humanité proprement dite, ne commence pas dans la solitude absolue d'une conscience individuelle, mais avec l'expérience des rapports intersubjectifs au sein d'une société. On ne parle de société que lorsque des individus choisissent ou acceptent de se mettre ensemble et de s'organiser en vue d'œuvrer les uns pour le bonheur ou la réalisation des autres. Le constat qui s'établit cependant en Afrique est que les communautés religieuses tendent à arracher (manifestement ou subtilement) les individus des autres cercles (familiaux, associatifs etc.) et à se substituer à eux. La conséquence est que les églises, temples et autres milieux religieux, se montrent de plus en plus ingénieux en créant et en mettant en place des structures et activités chronophages qui laissent peu de temps aux fidèles de se livrer à autre chose. Il s'établit entre ces fidèles des liens sociaux plus forts qu'avec les autres membres de la société élargie.

Ce détachement (des cercles et familles d'origines) et rattachement (à sa famille religieuse) engendre des conflits d'intérêts ou antagonismes divers. De fait, la religion divise les hommes et constitue un obstacle à la réalisation de certaines réformes sociales comme l'émancipation des femmes, la santé reproductive, l'universalisation de

l'éducation. La religion crée ainsi une société parallèle à celle civile. Dans le cas d'espèce, on parle de société lorsque des hommes décident d'établir entre eux des relations d'un autre ordre que le simple fait d'être ensemble. Il s'agit donc de passer de la solidarité purement mécanique à celle organique ou spirituelle.

Les individus n'entrant dans cette société qu'avec d'autres individus plus proches ou plus éloignés dans le temps et dans l'espace en vue d'entrer dans une relation durable voir éternelle. Par exemple, le noir musulman ou le chrétien catholique africain est plus lié à l'Arabie Saoudite ou à Rome qu'à son Pays d'origine. Il s'identifie ou se rapproche plus de ceux qui partagent ses convictions religieuses que de ceux avec qui il est proche par le sang. On voit donc qu'on peut être dans une société (par la force des choses) avec ses semblables sans faire société avec eux. La scission est d'autant plus flagrante lorsque la religion traditionnelle africaine est diabolisée malgré l'aspect positif et humain de certaines pratiques religieuses. Ceci est davantage vrai lorsqu'on observe l'influence des confessions religieuses sur les individus en Afrique. La relation de l'individu au sacré est à ce titre, très complexe.

E. Kant (1967, p. 233) trouve que cette appartenance du citoyen à une religion peut-être gage de stabilité puisqu'il écrit que si on privait la société de la discipline qu'impose la religion, « on verrait fatalement un mouvement d'animosité et de révolte ». À la lumière de tout ceci, on est tenté de dire que la religion est capable d'humanisation de l'homme qui ne se réalise pleinement qu'à travers ses rapports avec ses semblables. C'est ce qui explique la reconnaissance aux parents, à la société par la plupart des États africains le droit d'éduquer les enfants selon la croyance religieuse qui leur convient. L'éducation formelle, l'instruction publique, l'école étant par principe, laïque. Cette séparation des religions et de l'État octroie de plus en plus de liberté et de pouvoir aux premiers puisque la loi protège la foi aussi longtemps que la foi ne prétend pas dicter la loi. Seulement, des fractures surviennent et hypothèquent fortement les idéaux étatiques.

Désormais, les affiliations et les désaffiliations à tel ou à tel autre groupe de croyance se font sans tenir compte des priorités de l'État. Ce parallélisme entre l'État et les religions favorise le repli, voir l'enfermement des religions sur elles-mêmes. La conséquence est que la survie desdites religions dépend de ce qu'elles tendent à se prémunir d'un monde extérieur qui leur semble hostile. Il y a là un danger. Des déviations qui ne tardent pas à naître puisque ce qui se voit chez les individus n'est pas différent de ce qui se passe dans la mentalité de ces derniers. Cette séparation entre l'État et les religions donne aux derniers l'impression que le premier approuve ce qu'il tolère. Si l'État n'interdit pas tout ce qui dérange au nom des droits de l'homme, il faut reconnaître que l'autocritique n'est pas une valeur partagée par la plupart des religions en Afrique. Sur ce plan justement, les pays africains qui se réclament être des États-nations laissent faire au nom de l'unité nationale sous prétexte que ce qui n'est pas contraire à la loi n'a pas à être interdit. Or, entre ce qui n'est pas interdit et ce qui est autorisé, il y a un pas qu'il faut éviter de franchir avec empressement. Alors, comment partir du spirituel pour susciter des êtres à l'esprit généreux et soucieux de leurs semblables, des collectivités, de l'environnement et du développement de la communauté toute entière ?

Religion comme obstacles au développement inclusif en Afrique :-

Ayant doté les autres êtres des dons qui leur permettent de vivre indépendamment, Dieu a fait que, spécifiquement, la perfection de l'homme ne s'accomplisse que dans sa relation avec ses semblables. Il n'y a, par conséquent, pas d'homme en dehors de la société. Par essence, l'homme est social, politique. Mieux, la sociabilité ou la communauté est inscrite en homme. Elle lui est inhérente. Pour preuve, la Bible dans la Genèse fait état de la misère du premier homme qui, malgré tous les biens à sa disposition était incomplet. C'est ainsi que Yahvé Dieu dit « il n'est pas bon que l'homme soit seul. Il faut que je lui fasse une aide qui lui soit assortie » (Gn 2, 18). L'homme ne semble donc pas être fait pour la solitude. Seulement, il convient de distinguer sociabilité et égalité sociale. D'ailleurs, la pratique religieuse peut subtilement embrayer sur la sociabilité pour creuser et approfondir les inégalités sociales.

Dans son ouvrage L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, M. Weber explique le capitalisme par le fait que la religion invite et exhorte au travail tout en prônant une vie ascétique. En se conformant à ces exigences l'individu travaille beaucoup mais dépense très peu pour ne pas tomber dans la luxure. La conséquence est qu'il finit par disposer d'un excédant ou d'une économie qu'il investit pour créer une petite entreprise qui, à force d'augmentation du capital devient une moyenne puis une grande entreprise et enfin une multinationale. Il en découle un lien très étroit entre la religion et le capitalisme qui institutionnalise les inégalités sociales. Un tel raisonnement apologétique du capitalisme justifie l'esprit et la puissance du capitalisme par le fait que le capitaliste est un individu ordinaire rigoureux envers lui-même, travailleur et méthodique qui a su investir quand et où il faut. Pour lui, le capitalisme est le système économique le plus rationnel, le plus moderne et incomparablement plus efficace que tous les systèmes économiques antérieurs. Le capitalisme est donc de loin une des perfections de l'esprit rationnel au point où on en

vient même à se demander si la lutte contre les inégalités ne serait-elle pas plus efficace s'il venait à être établi que les inégalités sociales handicapent la croissance économique. M. Weber n'est toutefois pas un ultracapitaliste naïf puisque, dans les dernières pages du même livre, il trouve que la vie ascétique que préconise l'éthique protestante est une force qui recherche en permanence le bien mais qui finit toujours par créer le mal. Il révèle dans le passé, l'humanité avait beaucoup plus de beauté et de plénitude ; aujourd'hui, c'est fini, nous sommes dans le monde de la spécialisation étroite. Cette appréhension du capitalisme et de son devenir nous met en droit de nous interroger sur les impacts réels du système éducatif moderne méritocratique sur le destin social des individus et sur la cohésion sociale.

La religion et l'économie sont étroitement liées. L'une influençant en permanence l'autre, même si la propension mondialiste de l'économie a très peu d'influence sur la kyrielle de religions différentes et divergentes. A contrario, certaines pratiques religieuses impactent la gouvernance, l'économie, la société et sont susceptibles d'influencer l'égalité sociale. Pour l'auteur du *Projet de constitution de la Corse*, la limitation du commerce international empêcherait que des peuples se rencontrent sur une terre et finissent par entrer en conflit. Cela préserverait l'indépendance et la stabilité des peuples puisqu'une mondialisation économique accroîtrait les inégalités et engendrerait de la rivalité, voire des conflits entre les États. L'expérience de l'extrémisme violent et du terrorisme transfrontalier qui se nourrit d'une sève idéologique qui n'est étrangère à certaines religions remet en cause cette conception rousseauiste du rapport entre la religion, l'économie et la stabilité sociale. J.-J. Rousseau pensait qu'en réduisant les échanges commerciaux chaque peuple serait contraint de vivre sur ses propres ressources en évitant les tensions liées à la compétition économique et religieuse. L'histoire récente du monde nous enseigne qu'il s'est mépris.

J.-J. Rousseau voyait aussi dans les biens matériels une source de vices. Cette critique du luxe susceptible de corrompre les mœurs traverse plusieurs autres ouvrages notamment *Le discours sur l'économie politique* et *Du contrat social*. Dans ce dernier ouvrage, il distingue deux types de religions : celle dite du prêtre qui est institutionnelle et manichéenne en ce qu'elle divise la société en royaume temporel et en royaume spirituel. Ceci place certains au-dessus d'autres pour le fait qu'ils appartiennent à un royaume supérieur affaiblissant ainsi le pouvoir politique en renforçant l'autorité des chefs religieux qui justifient les inégalités sociales comme volonté divine. Il considère aussi que la religion, en prêchant la patience et l'acceptation des souffrances terrestres en échange d'une récompense après la mort encourage la soumission et par ricochet l'inégalité.

Il écrit « les vrais chrétiens sont faits pour être esclaves ; ils le savent et ne s'en émeuvent guère ; cette courte vie a trop peu de prix à leurs yeux » (J.-J. Rousseau, 1964, p. 289). La religion encourageant la passivité, empêche le peuple de revendiquer ses droits d'où la perpétuation des inégalités. Si cette hypothèse était envisageable au XVIII^e siècle où Rousseau l'écrivait, l'accélération de l'histoire notamment celle des religions autorise-t-elle toujours une pensée pareille ? En effet, du fond de sa tombe, il doit avoir déjà écrit une "critique de l'économie religieuse". De fait, toute une économie s'est bâtie autour des différentes religions. Curieusement, cette économie ressemble en plusieurs points à celle capitaliste. Et, comme dans le capitalisme, le système de gestion économique dans la plupart des religions creuse, entretient, accentue et perpétue les inégalités sociales.

L'absence d'esprit critique conduit au fatalisme religieux qui décourage l'effort personnel et encourage la soumission au destin et à la volonté divine. Pire, certains courants religieux en Afrique découragent l'éducation et la culture scientifique. Ils rejettent la théorie de l'évolution, la médecine moderne, la technologie tout en encourageant les études théologiques. Ceci contribue à enliser l'Afrique dans un sous-développement qui se perpétue avec l'expansion religieuse. Pendant que les couches défavorisées s'enferment dans la croyance en un Dieu Providence et transmettent à leurs descendants leurs conditions, les classes sociales les mieux loties embrayent sur la passivité des premiers pour creuser davantage l'écart et perpétuer leur domination de génération en génération.

C'est la position de Pierre Bourdieu qui parle de la reproduction pour désigner ce phénomène puissant de perpétuation de inégalités sociales. Il écrit : « il faut se garder de sous-estimer la pression ou l'oppression, continues et souvent inaperçues, de l'ordre ordinaire des choses, les conditionnements imposés par les conditions matérielles d'existence, par les sourdes injonctions » (P. Bourdieu, 1997, p. 205). Ce qui fait que la domination se maintient et la rend difficile à combattre c'est le mécanisme de reproduction. Bourdieu appelle reproduction le fait que les inégalités sociales ; la situation dans la hiérarchie sociale se perpétue par transmission familiale. La reproduction pose de facto que l'on hérite d'une position de dominant ou de dominé. Ceci rejoint certains textes sacrés qui font l'apologie de l'héritage et qui répandent que tout pouvoir (et toute richesse) viendrait de Dieu. L'hypothèse de

mobilité ou d'ascension sociale devient un mirage, un leurre. L'idée de méritocratie que certains dignitaires religieux professent en disant « aide-toi et le ciel t'aidera » ; posant ainsi que la réussite dépendrait d'une part des efforts individuels, apparaît comme une illusion savamment concoctée et entretenue par les dominants puisqu'ils en ont besoin pour pouvoir légitimer leur statut favorable. P. Bourdieu (1997) fait toute une analyse de la légitimation ou du fait que les dominants justifient leur statut de dominant par une culture dominante ; par un mode de pensée dominant. Selon lui :

La violence symbolique est cette forme de violence qui s'exerce avec la complicité tacite de ceux qui la subissent et aussi souvent de ceux qui l'exercent, dans la mesure où l'un et l'autre sont pris par un jeu dont les enjeux et les règles, historiquement constitués, sont ignorés comme tels. (P. Bourdieu, 1997, p. 217.)

Par la notion de mérite, on légitime la situation des dominants et du même coup celle des dominés. Face à une telle analyse, Bourdieu trouve qu'il n'est pas juste que les dominés soient dominés. L'injustice est encore plus grande lorsque ce système de perpétuation des inégalités se fait par la religion. Pour lui, la véritable cause de la situation n'a rien à voir avec l'absence de mérite ou une volonté transcendante. La véritable cause est le phénomène sociologique de la reproduction puisque la position d'un individu dans l'appareil de domination et le résultat d'un héritage ; des structures de la domination, mieux, d'un déterminisme social dont se servent habilement les responsables religieux. Profondément ancrée dans les schèmes de perception et des dispositions incorporées, il est inenvisageable que la victime qui professe une foi naïve le réalise ou s'en révolte.

Comme nous l'avons démontré dans le point précédent, lorsque, par exemple, les parents sont des cadres, les descendants ont plus de chance de le devenir à leur tour. Si c'est plutôt un réseau social et professionnel assez riche qu'ils ont, la progéniture hérite de ce même réseau. Chose qui paraît bien logique et cela semble être une banalité recouverte par le mythe de la méritocratie qui se heurte au discours officiel sur l'égalité des chances. Il n'y a pas d'égalité des chances d'après P. Bourdieu. Il n'y a que des mécanismes collectifs et structurels puisque l'individu qui parvient à se soustraire de ces mécanismes représente l'exception à la règle et non un référentiel. C'est pourquoi une éducation repensée est nécessaire pour émanciper les mentalités tout en armant les individus de sorte à assainir leur relation au sacré et à accéder aux privilèges des classes sociales supérieures.

Impact de l'éducation laïque et religieuse sur le développement inclusif en Afrique :-

Une interprétation littérale des textes sacrés est source d'injustices et d'inégalités sociales. Cela entrave l'émancipation de certains et le développement de l'Afrique. Il y a urgence d'une lecture critique et contextuelle des livres sacrés. En cela, l'éducation joue un rôle central dans la transformation des croyances religieuses en vecteur de justice sociale. Un bon système éducatif peut susciter une interprétation progressiste des doctrines religieuses pour les adapter aux mutations sociales. Dans un monde en perpétuelle mutation, une lecture historique et critique permettrait de comprendre le contexte culturel qui justifiait et légitimait certains passages. Certaines valeurs religieuses peuvent devenir caduques et injustes tandis que d'autres demeurent d'actualité.

Le texte central de la loi juive est le Talmud : un livre de controverse où les sages, les rabbins ou quelquefois les écoles de pensées (représentées par Illèle et Shamaï) passent le temps à dialoguer sans véritablement parvenir à un consensus. Chaque partie revendique la légalité de sa position (on peut voir dans cet état de fait, une similitude avec la diversité religieuse qui oppose des clans, familles et communautés en Afrique). Pour accentuer les désaccords et semer davantage le trouble, une voix céleste se fait entendre en ces termes : "les paroles des uns et les paroles des autres sont des paroles de vérité".

Cette manière d'arbitrer installe une certaine impasse puisqu'en proclamant valides des positions antinomiques, le juge ne contribue pas à la fixation de la loi concrète (qui doit s'imposer à tous). Le Talmud, pour résoudre ce dilemme, prescrit d'élaborer la loi en suivant la position des disciples d'Illèle. Chose curieuse puisque qu'il paraît rendre justice en partant d'une injustice. En vertu de quoi ce qui apparaissait comme une impasse, trouve une solution favorable à l'une et défavorable à l'autre partie ? Ce verdict qui confère à l'école d'Illèle le droit de fixer la loi s'explique justement par le fait que les élèves de ce dernier ont été, non seulement plus humbles, mais, ils avaient eu la patience et la sagesse de chercher les fondements et de comprendre les arguments de l'école de Shamaï qu'ils pouvaient même défendre aisément. Ce faisant, ils étaient capables d'énoncer la position de l'autre avant la leur.

Des principes d'égalités jalonnent la plupart des textes religieux. Comment professer l'amour du prochain, la justice, l'ascèse, l'entraide et la dignité des hommes créés à l'image du Dieu Suprême sans en déduire une exigence d'égalité ? Comment professer un Dieu unique source et fondateur de toute chose sans encourager le dialogue

interreligieux et interculturel en luttant contre le repli identitaire et le rejet des autres croyances ? La foi devrait devenir un moteur d'engagement social contre les discriminations et les injustices de toute sorte. C'est ce qu'ont compris les églises dans les mouvements de lutte pour les droits civiques aux USA.

Si l'on nous demande donc comment, à partir de l'éducation, les différents rapports au sacré peuvent-ils porter le développement, nous raisonnerons d'abord en termes de valeurs. Les élèves doivent apprendre à distinguer les valeurs spirituelles universelles et des traditions culturelles patriarcales ou discriminatoires. Les valeurs comme le don de soi, le travail bien fait, la rigueur, le sacrifice et bien d'autres encore sont transversales et communes aux différentes religions. Ce sont aussi des valeurs nécessaires à tout développement. Sans celles-ci, la notion de développement perd tout son sens. Celui de l'Afrique tout particulièrement serait plus hypothétique si, par l'éducation, il ne s'opère pas une synthèse savante des valeurs contenues dans les différentes religions.

À l'école, les élèves doivent découvrir les points de convergence entre les différentes traditions spirituelles parallèlement aux préjugés et aux interprétations biaisées. Cela engendrera la tolérance et le respect mutuel. Sans thèse et antithèse, il ne saurait avoir de synthèse. C'est pourquoi la question de la laïcité de l'enseignement publique telle que l'ont conçu les penseurs de l'éducation moderne à l'instar d'E. Kant, N. de Condorcet et même O. Reboul doit être interrogée. Les programmes éducatifs ne peuvent pas ignorer l'impact des religions sur la société. Dans certaines communautés africaines, l'argument religieux est utilisé pour limiter l'accès à l'éducation des femmes, des castes inférieures et des minorités ethniques. L'instruction religieuse doit être séparée de l'endoctrinement et constituer un levier d'égalité sociale. Par l'éducation, les individus doivent pouvoir repenser leur rapport à la foi en comprenant que les textes sacrés sont ouverts à une pluralité d'interprétations.

La question était aussi de savoir ce qu'il faut faire concrètement pour qu'à partir de l'éducation, la religion favorise l'émancipation, l'autonomisation et l'égalité sociale en Afrique. À cette interrogation, il s'avère que c'est une éducation bien pensée en amont qui peut permettre à la religion d'être un moteur de reconnaissance et un vecteur d'égalité sociale en Afrique. Ainsi, éduquer consisterait à passer d'une aspiration pieuse au bonheur à la réalisation concrète du développement en Afrique. Pour ce faire, il convient d'éviter de tomber dans le piège dichotomique du tout religieux qui s'opposerait au vide religieux.

Inutile de s'y méprendre, il serait vain d'entreprendre une lutte contre les religions. K. Marx (1975, p. 198) voyait déjà dans une telle entreprise un non-sens. Pour lui, « lutter contre la religion c'est indirectement lutter contre ce monde-là, dont la religion est l'arôme spirituel ». Sans réfuter une telle position, l'on peut reprocher à K. Marx de confondre le religieux avec le spirituel. En effet, l'un contient l'autre et il n'est point difficile de montrer que si toute religion se fonde sur une spiritualité, la spiritualité ne saurait s'épuiser dans les religions. La religiosité n'est donc pas à confondre avec la spiritualité. La question des rapports entre la religion et le développement apparaît légitime. Mais, celle des rapports entre la spiritualité d'un peuple et son développement semble moins pertinente du fait de son évidence. Tout développement en effet s'enracine sur une spiritualité.

Les contours du terme de spiritualité sont aussi bien flous qu'imprécis. À la différence des religions qui s'imposent et imposent leurs dogmes, leurs rites et pratiques, la spiritualité est comme l'air qu'on ne voit que par ses effets lorsqu'il se déplace. Du grec "pneuma" (souffle, esprit) la spiritualité est source de vie. N'est-il pas écrit dans les textes sacrés qu'au commencement le souffle de Dieu planait sur les eaux (La Bible, Gn 1) et que c'est après avoir mis son souffle en l'homme que celui-ci vint à la vie ? Occulter l'aspect spirituel dans l'aspiration au développement et à l'égalité sociale en Afrique, c'est vouloir bâtir un château sur du sable. Il serait illusoire de penser à un quelconque développement sans poser les bases qui sous-tendent un tel projet.

Un autre non-dit du développement est son caractère positif. Les lois, le droit positif constitue le socle de tout développement. Les normes sociales visent l'harmonie entre les individus en vue de la prospérité de l'ensemble. D'après L. Ferry (1996), c'est par l'éducation que la conscience citoyenne se forme ; que l'homme intériorise toutes les valeurs et idéaux qui, non seulement le mettent en harmonie avec l'ordre cosmique, la société mais aussi et surtout avec lui-même. Les croyants devraient adapter leur foi aux exigences des droits humains et des lois positives de leur société. Même si, bien souvent, mu par l'instinct de conservation ou la foi en la vie éternelle, l'individu aperçoit ces normes comme la manifestation de la volonté de puissance et de domination de certains, elles demeurent la seule condition pour lui assurer une reconnaissance sociale. Toutes les religions ayant évolué au fil du temps, tous les textes sacrés ayant été traduits et retraduits ; réécrits et réédités, il convient de les réinterpréter. Si le christianisme médiéval qui justifiait la monarchie de droit divin est aujourd'hui ouverte à la démocratie, pourquoi

l'inégalité sociale qu'il promouvait ne devrait-elle pas faire place aux exigences d'émancipation et d'égalité sociale ? Si hier l'hindouisme légitimait le système de castes et qu'aujourd'hui les hindous remettent en cause cette discrimination, pourquoi vouloir imposer une seule vision de la foi ?

D'entrée de jeu, il faut reconnaître que l'affirmation des individualités aurait des effets pervers. Elle menace l'intégration sociale en favorisant le repli des individus sur leur conception subjective et relative de ce qui est bien pour eux. Elle conduit à la fragmentation sociale lorsqu'elle n'est pas disciplinée. Comment alors désindividualiser l'homme-crédule sans le dépouiller de ses aspirations légitimes ?

Comme nous l'avons montré plus haut, il est difficile de convaincre des individus persuadés d'être dans "la lumière" ou dans "la vérité" de faire communauté avec d'autres qu'ils ne reconnaissent point ou en qui ils n'aperçoivent pas ce qu'ils croient abriter. La tâche de l'éducation serait alors de développer la rationalité en l'homme pour le rendre sociable. C'est pourquoi E. Kant pense que l'éducation est l'acte par lequel on dépouille l'homme de sa subjectivité.

Pour lui, éduquer, c'est s'évertuer à effacer ou à éradiquer le pulsionnel ou l'instinctif en l'homme pour que la raison le dirige en tout ; c'est aussi empêcher que l'homme soit détourné de sa destination, celle de l'humanité par ses penchants. Dans une telle perspective, la condition pour que les hommes vivent ensemble dans l'harmonie est de les arracher de leur subjectivité.

Il écrit très exactement que « c'est la discipline qui doit avoir le premier pas, et non pas l'instruction. Il ne faut pas oublier non plus, en cultivant le corps des enfants, qu'on les forme pour la société » (E. Kant, 1981, p. 35). En dehors des lois positives, l'expérience de la vie collective, même au sein des confréries ou des communautés religieuses révèle des conflits entre les individus: la haine, la concurrence, l'égoïsme, la méchanceté, l'expression de la liberté naturelle.

Pour résoudre ces différends intersubjectifs, il faut un organe situé au-delà des individus et au-dessus de toutes les religions particulières en vue de créer des conditions favorables à l'aspiration commune au développement. Dans ce cas, l'éducation à la laïcité et à l'égalité apparaît comme un facteur de paix, un instrument de régulation des relations interindividuelles.

Il transparaît que, dans le contexte actuel de la démultiplication et de l'expansion des religions en Afrique, le vivre-ensemble n'est pas un acquis définitif mais une œuvre à faire et à refaire à travers une éducation laïque repensée ayant une spiritualité pour socle en vue du développement de ce continent dont les fils et filles, sans exiger l'égalité absolue (parce qu'elle est une chimère), sont en quête de reconnaissance. Il se dégage que l'éducation laïque, en prenant en compte les valeurs religieuses, permet la cohésion sociale qui, à son tour, fonde le développement et l'égalité sociale.

Conclusion:-

L'interrogation au fondement de cette recherche était de déterminer les conditions de possibilité du développement inclusif en Afrique à partir de la religion. L'hypothèse défendue est que, pour réaliser ce développement inclusif, il faut que l'éducation accompagne la religion. Il s'est agi, d'abord de montrer qu'en Afrique, la religion est en quête de sens. C'est d'une sorte de religion du développement en Afrique qu'on est parvenu à un développement des religions. La cohabitation des différentes religions n'est pas aisée et entrave le vivre-ensemble. La religion et le développement sont parallèles en Afrique du fait de la diversité des pratiques religieuses qui s'étendent et influencent les autres domaines de la vie sociale.

Ensuite, il a été démontré que l'échec de la religion dans sa contribution au développement inclusif réside dans l'absence d'une éducation adaptée à laquelle elle devrait recourir. Ainsi, la difficulté que pose le phénomène religieux n'est pas si différente de celle que soulève la question du développement. Au départ, dans une sorte de conscience collective, le développement s'entend et se présente de la même manière. Mais, dans les faits, les voies pour y parvenir divisent.

Enfin, étant donné que les religions sont au confluent du rationnel et de l'irrationnel, les systèmes éducatifs doivent en extraire une forme de spiritualité et en faire le fondement d'une éducation laïque en vue de l'épanouissement individuel et du développement durable inclusif de l'Afrique. L'éducation religieuse peut, par conséquent, être un moteur d'émancipation sociale si elle est enseignée avec la distance critique nécessaire qui promet une lecture

contextuelle des textes sacrés pour combattre l'endoctrinement. C'est pourquoi J.-J. Rousseau (1964) préconise une religion civile qui unit les citoyens autour des valeurs communes sans dépendre d'une autorité religieuse extérieure.

Références bibliographiques :-

1. BOURDIEU Pierre etPASSERONJean-Claude,1964, Les héritiers, Paris, Minuit.
2. BOURDIEU Pierre etPASSERON Jean-Claude, 1970, La reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement,Paris, Minuit.
3. COMTE Auguste, 1970, Système de politique positive, Tome II, Chap. III, Anthropos.
4. DOSON Jean-Pierre, 2008, L'Afrique à Dieu et à Diable, États, ethnies et religions, Paris, Ellipses Edition Marketing.
5. EPICURE, 1977, Lettres et maximes, Paris, Éd. De Mégare.
6. FERRY Luc, 1996, Le monde de l'éducation, Paris, PUF.
7. GAUCHET Michel, 2001, La religion dans la démocratie, Paris, Gallimard.
8. KANT Emmanuel, 1967, Pensées successives sur la Théodicée et la Religion, Paris, Vrin.
9. MARX Karl, 1976, Le capital,Paris, Éditions Sociales.
10. PLOTIN, 1967, Énéades, Livre V, Trad. Émile Bréhier, Les Belles-Lettres.
11. ROUSSEAU Jean-Jacques, 1964, Du contrat social, Paris, Folio.
12. ROUSSEAU Jean-Jacques, 1966, Emile ou de l'éducation, Paris, Garnier-Flammarion.
13. ROUSSEAU Jean-Jacques, 2008, Discours sur les sciences et les arts suivi de Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, Paris, Garnier-Flammarion.
14. ROUSSEAU Jean-Jacques, 2014, Lettres écrites de la montagne, Paris, Garnier-Flammarion.
15. SCHWAB Moïse, 1890, Le Talmud de Jérusalem, Paris, Maisonneuve.
16. TRADUCTION ŒCUMENIQUE DE LA BIBLE, 1988, Paris, Editions du Cerf et Société Biblique Française.
17. WEBER Max, 2004, L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Gallimard.